

Programme, tactique, Front unique, ce sont là des éléments indispensables pour mener à bien les luttes revendicatives. Or, il se trouve qu'en France le mouvement ouvrier est très divisé et l'élaboration de ces éléments est laborieuse. Par ailleurs, comme les organisations ne sont sur une orientation ni totalement révolutionnaire, ni totalement réformiste — en particulier la C.G.T. et la C.F.T.C. —, comme les organisations sont animées d'une tactique résultant de leurs intérêts propres, le mouvement ouvrier stagne et l'unité d'action n'est qu'épisodique et est rompue dès que la pression des ouvriers diminue.

Si dans le domaine du programme, toutes les organisations arrivent à un accord dans le domaine économique, il en va différemment dans l'élaboration de la tactique.

Deux organisations, pratiquant chacune une politique réformiste sont à la tête des masses, non avec le souci de conduire la classe, mais avec celui, pour la C.G.T., de défendre ses positions et pour la C.F.T.C. de conquérir des positions au détriment de F.O. et de la C.G.T. Au défi de la C.F.T.C., la C.G.T. oppose une campagne de dénigrement systématique.

### QUE VEUT LA C.F.T.C. ?

Cette organisation n'est pas stabilisée. Les éléments qui la composent sont très différents d'une corporation à l'autre. L'aile marchante se retrouvant dans la chimie et la métallurgie.

La minorité, dite de reconstruction, secoue l'appareil réactionnaire de la C.F.T.C. et il n'est pas surprenant qu'au prochain congrès soit posée définitivement la suppression du « C » de « chrétien ». C'est dire les ambitions de cette Centrale dont les vues sont d'être le second courant dans la classe. La modification du bureau confédéral au dernier congrès est un signe avant-coureur des modifications internes. D'autre part, la C.F.T.C. tend à se placer en dehors des vieilles structures politiques et syndicales. Ses jeunes militants sont pleins d'enthousiasme, traitent de tous les problèmes à la fois, du marxisme à la planification démocratique. Ils ont le sentiment

# A QUI PROFITE LE DIFFÉREND C.G.T.-C.F.T.C. ?

que leur organisation est démocratique, attachant même peu d'importance à la direction. Toutefois, le maintien des structures de la C.F.T.C., son programme d'ensemble en font encore une organisation réformiste. Mais la direction Descamps utilise son aile dynamique et en même temps que s'exprime sa politique réformiste, elle lutte ouvertement contre le régime gaulliste. C'est cette lutte qui en fait actuellement un rival sérieux de la C.G.T. et la place au second rang dans la classe ; mieux, elle peut, y compris dans le régime gaulliste, avec une bonne conjoncture économique, obtenir des succès comme en témoigne sa campagne pour la quatrième semaine de congé.

### L'ATTITUDE DE LA C.G.T.

Pour la C.G.T., si elle ne veut pas perdre d'influence, il lui faudrait faire de la surenchère, en d'autres termes, être plus révolutionnaire. Mais c'est beaucoup demander à une organisation qui se refuse à mener le combat. Il ne lui reste plus, dans ces conditions, qu'à mener campagne contre la C.F.T.C.

Celle-ci tient à ce jour une place primordiale dans la propagande, qu'elle soit au niveau confédéral, fédéral ou de l'usine. Thorez, au C.C. de Bezons, y consacre une place importante. Mauvais, Breteau, Frachon reprennent en chœur. Toutes ces interventions se résument à « anti-communistes », « aventuriers » et « démagogues ». A la tendance à la généralisation de la C.F.T.C., la C.G.T. oppose la particularisation. La C.G.T. appelle à l'unité à la base avant que ne se prennent des contacts au sommet...

Les résultats d'une telle campagne se font sentir. Dans la métallurgie, les contacts à la base sont très tendus, même lorsque la C.F.T.C. s'aligne sur la C.G.T. L'organisation des luttes est rendue impossible, hormis dans le cadre de l'équipe ou du bureau, où la C.G.T. est plus liée dans certains secteurs. Mais ces hauts contacts empêchent de porter l'action à un plus haut niveau, d'autant qu'ils font le jeu de F.O. qui se refuse à toute action. Dans la fonction publique, en particulier la S.N.C.F., la C.G.T. doit suivre, car la pression à la base déjoue toute manœuvre grossière. Partout dans l'ensemble, la C.G.T. a mis une sourdine à l'unité d'action.

### LES CONSEQUENCES

Dans l'ensemble, la C.G.T. recule aux élections professionnelles au bénéfice de la C.F.T.C. qui recueille des voix pour son action plus dynamique, en même temps qu'elle bénéficie du soutien de l'aile réformiste qui déserte F.O. Certes, il s'agit là d'une tendance, car ailleurs la C.G.T. gagne. Dans l'ensemble, on peut évaluer à 4 % les gains C.F.T.C.

La conséquence la plus fâcheuse est sans aucun doute la démobilisation de la classe, car elle affecte tous les militants à quelque échelon que ce soit, principalement là où la combativité est faible.

Pour combattre la C.F.T.C., la C.G.T. joue la carte défensive, or celle-ci donne plus d'importance à la C.F.T.C. C'est la preuve, une fois de plus, qu'il faut rompre avec un programme réformiste si l'on veut se placer à la tête de la classe.

P. DUBOIS.

## Les tendances dans le Syndicat national de l'Enseignement Secondaire

Les 38.000 adhérents du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire viennent d'être appelés à renouveler leur C.A. A ce sujet, il est intéressant de voir où en sont les divers courants tels qu'ils apparaissent au travers des motions d'orientation.

### De la « démocratie » dans le S.N.E.S.

D'abord quelques mots sur l'atmosphère générale dans le S.N.E.S. Apparemment il règne ici un certain libéralisme permettant des discussions animées et ouvertes ; des militants d'opinions très opposées parviennent à des dialogues souvent difficiles dans les grandes centrales ou même dans d'autres syndicats de la F.E.N. (L'exemple de la section parisienne de la F.E.N. où, avec Seguy, domine largement la tendance réformiste, nous montre comment un appareil bureaucratique peut brutalement empêcher toute discussion en réalisant ce tour de force de déclarer non représentatif un Congrès ouvert régulièrement et qui s'était déjà déroulé depuis quatre bonnes heures !). Plus adroite et plus honnête, la direction du S.N.E.S. ne s'est jamais livrée à de telles acrobaties... Du moins de façon aussi provocatrice. Aussi les débats se déroulent-ils dans une certaine liberté et l'exposé des orientations diverses ne tourne pas toujours à ces monologues récités au milieu d'une indifférence semi-générale. Mais cette démocratie n'évite aucunement le formalisme : l'exemple de la grève stoppée en avril 1961 et du refus de convocation d'un Congrès extraordinaire montre comment, avec des manières libérales, même très polies, on peut tout aussi bien ne pas tenir compte de l'opinion des syndiqués.

### La multiplication des tendances

Cette crise d'avril 1961, les problèmes posés par la destruction de l'enseignement secondaire prévue dans le projet gaulliste de réforme, les élections actuelles, autant de références pour analyser les courants actuels du S.N.E.S.

Cinq listes se présentent en 1962 ! Et sur les cinq, deux au moins, les listes A et B, comprennent en leur sein des nuances internes de poids ! Le pauvre syndiqué s'émeut... Le bureau du S3 (Section Académique) de Strasbourg, « surpris et scandalisé » en « appelle au bon sens » : C'est trop ! s'écrie-t-il.

Ce reproche n'est pas infondé : il n'y a pas autant de véritables courants. S'il est indispensable que s'affrontent les grandes orientations, l'apparition de tendances sans autre base qu'une question de personnes ou qu'un point particulier est un signe de mauvaise santé. Mais au lieu de se lamenter et de se scandaliser, mieux vaut rechercher d'où vient la maladie.

### Les réformistes

Les grandes options étant en définitive limitées, nous commencerons par apparenter, quoi qu'en pensent leurs promoteurs, les listes A (Dhombres), C (Rudigoz), D (Ruff). Toutes trois peuvent se rattacher à ce qui, dans la F.E.N. forme la direction réformiste. Face aux problèmes généraux de la lutte pour la paix, du soutien aux mouvements révolutionnaires, de la défense de l'enseignement public ou des luttes corporatives, malgré quelques nuances particulières, ces dirigeants ont un ensemble de conceptions communes. Paralysés par leur anti-communisme et par leurs relations avec les pouvoirs successifs, ils aboutissent à des impasses comme celle d'avril 1961 dans l'action revendicative ou aux « Appels au sang-froid et à la raison » adressés candidement aux impérialistes et au peuple algérien. Ces positions générales présentées, il est exact de reconnaître : d'abord que les réformistes de la liste A ont eu une position plus honnête, plus « gauche » que la majorité fédérale en ce qui concerne la lutte pour la paix en Algérie et la défense des libertés ; ensuite que la liste C se cantonne dans une sorte de « poujadisme corporatif et pédagogique » et que la liste D représente surtout dans le S.N.E.S. les positions du S.N.I., voire de la S.F.I.O.

### Les oppositions

Contre, ou à côté, de ce courant, deux listes se présentent. La liste B de Dubray (plus connue sous le nom de liste Loi-Leduc) regroupe ceux qu'on appelle habituellement les ex-cégétistes. On pourrait assez curieusement appliquer à son sujet le jugement porté sur le S.N.E.S. en général par rapport à la F.E.N., à savoir qu'il y règne une certaine « liberté de discussion ». Mais cette liberté n'est pas exactement celle des organisations social-démocrates où une direction permet de raconter tout ce qu'on veut en sachant fort bien qu'elle décidera toujours. Elle mériterait une étude approfondie et son importance dépasse sans doute le cadre du S.N.E.S. Elle résulte à la fois de l'histoire de la F.E.N.-C.G.T. et des contrecoups de la déstalinisation en France. Des militants « compagnons de route » ou membres du P.S.U. (par exemple J. Marchand et Verlhac) y voisinent avec des communistes khrouchtchéviens (Leduc) ou dits « stalinien » (Loi). Les uns ont assez durement ressenti la désinvolture avec laquelle Frachon donna l'ordre aux membres du P.C.F. de quitter la F.E.N.-C.G.T. sans en avertir les dirigeants élus qui virent s'effondrer leur organisation. Les autres, membres du même parti, offrent

le spectacle de leurs dissensions dans les Assemblées générales.

Enfin, la liste E, dernière née, comprend les militants se réclamant de la tendance syndicaliste-révolutionnaire « Ecole Emancipée » qui vient de décider de reprendre son autonomie après huit années de bloc commun avec la majorité réformiste.

Il est évident que le militant sincèrement révolutionnaire éprouve quelque perplexité. Il retrouve dans la tendance A des éléments comme Chéramy et Lecouturier, ex-Ecole Emancipée, qui justifient leur passage au réformisme : « Notre tendance n'obéit à aucune consigne extérieure, définit librement des positions, est influencée par le S3 de Paris qui prend des « positions d'avant-garde » dans la défense des libertés, la question algérienne et même par les progrès des idées antihérarchistes.

Dans la deuxième tendance, il trouve des militants communistes, discutant assez librement, qu'il rencontre par ailleurs dans certains comités (F.A.C., Comité Audin., même F.S.R.A.). Enfin la troisième tendance rappelle assez justement les principes révolutionnaires qui sont à la base du mouvement ouvrier et élabore une analyse de la structure actuelle de la classe ouvrière dans le régime gaulliste. En fait, s'il élimine assez rapidement la tendance réformiste, il hésite en face des deux autres.

Il importe donc d'étudier non seulement les déclarations de principe, mais ce qui se passe effectivement, comment fonctionne le S.N.E.S. et en particulier le S3 de Paris, et comment les pressions des uns, les capitulations des uns et des autres peuvent nous permettre de prendre position.

GERARD.  
(A suivre.)

## Une brochure du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE APRÈS DE GAULLE ?

- La nature du gaullisme.
- La critique des grandes organisations ouvrières.
- Ce que préconisent les trotskystes.

C.C.P. La Vérité des Travailleurs 6965-68 Paris  
Prix : 1 NF